

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 14/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALSTOM TRANSPORT

AV DU COMMANDANT LYSIACK
BP 359
17440 Aytré

Références : 0007201099/2025/568
Code AIOT : 0007201099

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2025 dans l'établissement ALSTOM TRANSPORT implanté Av. du Commandant Lysiack 17440 Aytré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALSTOM TRANSPORT
- Av. du Commandant Lysiack 17440 Aytré
- Code AIOT : 0007201099
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALSTOM exploite des installations industrielles de construction de matériel ferroviaire :

elle est spécialisée dans la fabrication de rames de TGV (voitures voyageurs) et de tramways. Les principales activités exercées sont le travail mécanique des métaux, le traitement de surface et l'application de peintures. Le site dispose notamment d'installations de combustion nécessaires à sa chaîne de production.

Le site emploie 1260 salariés et 60 à 70 intérimaires. Il fait appel à plusieurs sociétés extérieures pour réaliser certaines prestations (notamment la logistique et le suivi des vérifications périodiques).

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 13-2132 du 20 août 2013 autorisant la société ALSTOM à poursuivre l'exploitation du matériel ferroviaire à Aytré.

Au regard de ses capacités, les installations étaient notamment soumises à autorisation au regard des rubriques 2560-2, 2565-2, 2910-A et 2940-2. Les modifications de la nomenclature des installations classées et des activités du site aboutissent désormais à ce que le site relève du régime de l'enregistrement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/08/2013, article Chapitre 1.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Plan général des ateliers et des stockages	Arrêté Préfectoral du 20/08/2013, article 7.1.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Modification d'activités	Arrêté Préfectoral du 20/08/2013, article 1.6.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Robinets d'incendie armés	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1 et 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Amende	1 mois
5	Points d'eau incendie	AP Complémentaire du 20/08/2013, article 7.2.4	/	Demande d'action corrective	2 mois
6	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1 et 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective,	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
			corrective	Amende	
7	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 20/08/2013, article 7.3.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit finaliser sa proposition de mise à jour de la situation administrative (passage du régime de l'autorisation à l'enregistrement) et transmettre l'analyse de conformité aux arrêtés ministériels applicables, dans l'objectif de mettre à jour l'arrêté préfectoral du site.

Compte-tenu du non-respect, par l'exploitant, de prescriptions des articles 7.2.4 (moyens de lutte contre l'incendie) et 7.3.3 (protection contre la foudre) de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 13-2132 du 20 août 2013, l'exploitant avait été mis en demeure de mettre en conformité ses installations par l'arrêté préfectoral du 05/02/2024 (RIA, protection contre la foudre) dont le délai supplémentaire accordé est échu depuis le 30/04/2025.

Concernant la protection contre la foudre, l'exploitant a fait établir les études techniques réglementaires et a procédé à des travaux de mise en conformité. Toutefois, les derniers justificatifs transmis montrent que l'ensemble des installations ne sont pas toutes conformes. Il reste deux bâtiments à traiter pour lesquels les actions de mise en conformité sont annoncées pour fin décembre 2025 au regard de contraintes techniques (notamment pour une intervention nécessitant l'arrêt de la haute-tension sur le site). L'exploitant ne respecte pas l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Les robinets d'incendie armé (RIA) du site apparaissent non conformes aux exigences réglementaires, au regard notamment de l'insuffisance de pression du réseau d'alimentation. Un délai de la mise en demeure pour la mise en conformité des RIA avait été accordé au 30/04/2025 dans la mesure où l'exploitant s'était engagé à produire un plan d'action avant le 30 avril pour proposer notamment une nouvelle stratégie de défense incendie. Lors de cette inspection du 3 septembre 2025, l'exploitant n'en a transmis qu'une ébauche sans une stratégie arrêtée. De plus, les extraits de l'étude de dangers transmis à l'inspection, non finalisée à ce stade, font apparaître de possibles effets thermiques qui sortiraient du site et pourraient impacter les riverains, la voie SNCF et la voirie qui bordent le site. Les hypothèses restent à vérifier. En effet, des modifications ont été

apportées au site sans évaluation des impacts en termes de risques accidentels ou d'impacts environnementaux (par exemple sur la mise en place des batteries Li-Ion pour les rames TGV). Les premières propositions apparaissent très insuffisantes au regard des conclusions précisées ci-avant si elles se confirment. L'exploitant n'a pas précisé de délai de remise de l'étude. En conséquence, l'exploitant ne respecte pas l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Une proposition d'amende administrative est donc établie à l'issue de la présente inspection.

De plus, une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure est établie au regard de l'absence de détection incendie dans les locaux accueillant les installations de traitement de surface.

En outre, l'exploitant doit poursuivre les actions engagées pour lever la non-conformité de certaines installations de désenfumage et solliciter l'avis du SDIS sur les modalités de défense contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2013, article Chapitre 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/04/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : Article 1.2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (Tableau des rubriques ICPE) Article 1.2.2 : Situation de l'établissement Les installations sont situées sur les parcelles, communes et lieux-dits suivants (Tableau des parcelles, sur la commune d'Aytré)
Constats : Au regard de leurs capacités, les installations du site étaient notamment soumises à autorisation au regard des rubriques 2560-2, 2565-2, 2910-A et 2940-2. Les modifications de la nomenclature des installations classées et des activités du site aboutissent désormais à ce que le site relève du régime de l'enregistrement. L'exploitant a indiqué, par courrier du 07/07/2025, qu'il souhaite que ses installations continuent à être gérées par les règles de procédures de l'autorisation. Cette disposition sera reprise dans le prochain arrêté préfectoral mettant à jour la situation administrative. <u>- Mise à jour des capacités autorisées lors de la mise à jour de l'arrêté préfectoral encadrant le site :</u> A l'issue de la visite de 2023, la mise à jour de situation administrative transmise le 22/01/2024 par l'exploitant comportait plusieurs imprécisions ou erreurs. L'exploitant avait annoncé, lors de la réunion du 12/12/2024 avec l'inspection, finaliser la mise à jour de sa situation administrative. Lors de la présente visite, il a été rappelé par l'inspection que l'exploitant doit positionner son site

au regard du libellé exact de la rubrique explicitée dans la nomenclature ICPE.

À l'issue de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 03/10/2025 une version modifiée de la situation administrative du site.

Il en ressort que :

Pour la rubrique 2910-A, les conclusions de l'exploitant sont à revoir. En effet, au regard des éléments fournis, le classement de l'établissement est confirmé comme relevant du régime de l'enregistrement au regard de la puissance thermique nominale cumulée des appareils de combustion qui est de 34.77 MW.

En revanche, le périmètre de chacune des installations de combustion (groupe d'appareils raccordables à une même cheminée) constituant cet ensemble reste à déterminer.

L'exploitant indique que les appareils ne sont pas raccordables.

Pour les installations dont l'enregistrement initial a été accordé avant le 1er juillet 1987, les appareils de combustion non raccordés à une cheminée commune peuvent être considérés de fait comme ne pouvant pas être techniquement et économiquement raccordés à une cheminée commune.

Mais pour les autres appareils, l'exploitant doit justifier cette affirmation de manière très argumentée. En effet, depuis la modification de la rubrique en 2018, les dispositions applicables aux appareils et aux installations varient en fonction par exemple de l'année de mise en service de l'équipement, de sa puissance et de sa distance aux autres installations (cf. fiches techniques Combustion).

Cette classification de chaque installation de combustion permettra d'acter les éventuelles dispositions réglementaires applicables pour chaque appareil et chaque installation.

Pour la rubrique 2925, le détail des puissances de courant continu utilisables pour chacune des catégories de la rubrique (avec ou sans production d'hydrogène lors de la charge) fourni le 03/10/25 montre que le site est classé à déclaration au titre de la rubrique 2925-1.

Pour la rubrique 2575, l'exploitant a indiqué que les activités relatives à la rubrique 2575 sont à l'arrêt depuis 2017. Le rapport d'inspection du 07/03/2019 indique que "le site n'est donc plus soumis à déclaration au titre de la rubrique 2575. Toutefois, l'activité de ponçage est à inclure dans le travail mécanique des métaux (rubrique 2560)". Par courriel du 03/10/2025, l'exploitant confirme que c'est bien le cas.

En outre, l'exploitant indique être dorénavant soumis à déclaration au titre de la **rubrique 1185** pour une quantité mise en œuvre de 746.3 kg (pour un seuil DC \geq 300 kg).

- Actualisation des prescriptions applicables au site :

Par courriel du 25/03/2025, l'exploitant avait transmis un récolement aux prescriptions applicables au site au regard des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables des différentes rubriques (enregistrement et déclaration). Plusieurs non-conformités aux prescriptions générales sont identifiées. Certaines sont erronées.

L'exploitant ne sollicite pas d'aménagement de prescription. Les non-conformités sont accompagnées d'une indication de délai de mise en conformité. Plusieurs échéances alors annoncées par l'exploitant sont dépassées au jour de la visite (juin, juillet ou septembre 2025 par exemple).

L'exploitant n'est pas en mesure de préciser si les actions programmées sont réellement mises en œuvre à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant complète la mise à jour de la situation administrative du site, notamment au regard de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la rubrique 2910 : en justifiant du périmètre de chacune des installations de combustion ; - la rubrique 1978 : en veillant à exprimer les capacités du site dans l'unité prévue par la rubrique ICPE ; - la cessation de la rubrique 2575 : en fournissant les justificatifs de l'arrêt de cette activité. <p>Il met à jour et complète l'analyse de conformité aux arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux installations, ainsi que l'échéancier de mise en conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan général des ateliers et des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2013, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p> <p>Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.</p>
<p>Constats :</p> <p>À la suite de la nouvelle demande de l'inspection lors de la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 22/09/2025 un plan d'implantation des installations ICPE : il a établi un plan général des ICPE et un plan détaillé par rubrique.</p> <p>L'inspection constate que la numérotation des bâtiments a évolué dans le temps (par exemple, le bâtiment 124 était auparavant désigné par les numéros 7 et 81).</p> <p>Le plan fourni précise la localisation des activités. Il doit être complété par la localisation des risques.</p> <p>Dans un souci de clarté et de suivi du site (par exemple, suivi dans le temps des vérifications périodiques), il est préférable de maintenir la désignation des bâtiments dans le temps, ou dans le cas contraire, de porter toute modification à la connaissance du préfet. En effet, certaines prescriptions dans l'arrêté préfectoral du site sont spécifiées par bâtiment.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de faciliter l'intervention des secours, l'exploitant complète le plan général par l'indication des ateliers et des stockages et en matérialisant les risques identifiés (incendie, explosion, toxique).</p> <p>Ce plan des installations doit être tenu à jour et comporter les numéros lisibles des bâtiments.</p> <p>Ce plan lisible est également tenu à disposition des services de secours à l'entrée du site, en format A3 minimum.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Modification d'activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2013, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats : <p>Lors de la visite, il est rappelé à l'exploitant que l'article R181-46 du code de l'environnement prévoit notamment que toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation (dont l'impact sur la situation administrative du site et l'analyse de conformité aux dispositions applicables).</p> <p>En réponse à l'inspection de décembre 2023, l'exploitant a transmis par courrier du 12/04/2024 un porter-à-connaissance relatif à l'implantation d'un tivoli, le déplacement de la déchetterie interne et la modification du banc de soudage.</p> <p>Le porter à connaissance intègre également la mise à jour des parcelles du site ICPE au regard d'une cession de parcelles.</p> <p>La visite ayant permis d'échanger sur plusieurs manques du porter à connaissance, l'exploitant a précisé par courriels du 22/09/2025 et du 03/10/2025 que :</p> <ul style="list-style-type: none">- il doit en complément porter à la connaissance du préfet des informations sur 12 autres modifications / implantations réalisées depuis 2015 ;- le tivoli et d'autres installations du site (zones de finition et fin de cycle) ne relèvent pas de la rubrique 1510 (entrepôts). <p>Les évolutions du site seront à intégrer dans le prochain arrêté préfectoral mettant à jour les dispositions applicables au site (notamment mises à jour de la liste des déchets, des points de rejets atmosphériques).</p> <p>De plus, dans le cadre de son projet de modification de stratégie de défense incendie (cf.point de contrôle suivant), l'exploitant a engagé la mise à jour de son étude de dangers. Il apparaît notamment, à ce stade des projets d'études transmis, que la modification des activités (dont la mise en œuvre de batteries Li-ion) pourrait être à l'origine d'effets thermiques à l'extérieur du site. L'exploitant a procédé à ces modifications d'installations sans analyser en amont l'ensemble des dispositions et conséquences relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Il est rappelé qu'il convient de compléter et de mettre en œuvre les procédures internes de conduite du changement pour assurer le respect des dispositions réglementaires, notamment en matière d'ICPE.</p>

Au regard des difficultés rencontrées, l'exploitant pourrait utilement s'appuyer sur des bureaux d'études spécialisés en ICPE pour établir les dossiers relatifs à l'analyse de la nomenclature et du respect des prescriptions applicables dans le cadre des évolutions fréquentes du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sur le porter-à-connaissance daté du 12/04/2024, l'exploitant apporte les compléments suivants :

- Nouvelle déchetterie : l'exploitant précise si son implantation modifie la liste des points de rejets aqueux du site ; il intègre cette modification dans la mise à jour de l'étude de dangers pour justifier son absence d'impacts ;
- Banc de soudure : l'exploitant transmet la liste mise à jour des points de rejets atmosphériques et propose les paramètres et modalités d'autosurveillance de ce nouveau point de rejet pour répondre aux dispositions réglementaires ;
- Tivoli : l'exploitant justifie du non-classement au titre de la rubrique 1510 ; il précise si la durée de mise en place de l'équipement indiquée de 8 mois est modifiée ; il intègre cette modification dans la mise à jour de l'étude de dangers pour justifier son absence d'impacts ;
- l'exploitant précise les modalités de circulation des secours au regard des implantations modifiées sur le site.

L'exploitant porte à la connaissance du préfet les modifications apportées au site, accompagnées de tous les éléments d'appréciation, notamment sur leurs impacts sur la situation administrative du site et sur le respect des dispositions réglementaires applicables : il établit un porter à connaissance regroupant l'ensemble de ces modifications.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Robinets d'incendie armés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1 et 2

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de mise en demeure

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Article 1 - Exploitant

La société ALSTOM dont le siège social est situé 3 avenue André Malraux à LEVALLOIS PERRET (92300) est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté, dans les délais fixés à l'article 2, pour ses installations industrielles de construction de matériel ferroviaire situées Avenue du Commandant Lysiack à Aytré (17440).

Article 2 - Application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement

L'exploitant est mis en demeure de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral complémentaire n°13-2132 du 20 août 2013 :

- article 7.2.4 : en faisant procéder à la mise en conformité des moyens de lutte contre l'incendie du site et notamment :
 - robinets d'incendie armé (RIA) - délai 2 mois, en assurant la correcte prise en considération des observations émises lors des rapports de vérification périodique des moyens de lutte contre

l'incendie permettant de réaliser les travaux adéquats et disposer de moyens totalement opérationnels et en transmettant un nouveau rapport de vérification périodique des RIA ;
(...)

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de respecter les articles sus-mentionnés. Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

En 2024, une étude hydraulique a conclu que le réseau d'alimentation des RIA n'était pas capacitaire (rapport CYRUS, référencé 24083-PI-FAI-001 du 22/08/2024). L'exploitant s'était engagé à mettre à jour l'étude de dangers (EDD) du site et à étudier la nécessité de maintenir les RIA pour proposer avant le 30/04/2025 une nouvelle stratégie de défense incendie.

Lors de la visite d'avril 2025, l'exploitant avait indiqué attendre la mise à jour de l'EDD pour mi-mai et que la rédaction du porter-à-connaissance complet serait ensuite réalisée dans le mois qui suit. Un courrier préfectoral en date du 3 avril 2025 a donné une suite favorable à la demande de l'exploitant de bénéficier d'un délai supplémentaire pour l'arrêté de mise en demeure dont l'échéance a été fixée au 30 avril 2025.

Il a transmis, par courriel du 29/08/2025, un pré-projet de porter à connaissance non finalisé. La mise à jour de l'EDD n'est toujours pas disponible.

Les éléments de cette ébauche, non finalisée à ce stade, incluent quelques simulations d'effets thermiques mais dont les hypothèses de calcul ne sont pas précisées.

Seraient à noter notamment :

- la nécessité de maintenir des RIA notamment dans les locaux de stockage,
- de possibles effets thermiques qui sortiraient du site pour 2 bâtiments dont les activités ont été modifiées (stockage de matériels combustibles et présence de batteries Li-Ion),
- le besoin de mise en place de détection incendie et/ou de dispositifs coupe-feu complémentaires.

Ainsi, lors de la présente visite en présence du SDIS, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une stratégie arrêtée : les premières propositions (rideau d'eau notamment) apparaissent insuffisantes au regard des conclusions précisées ci-avant si elles se confirment. L'exploitant n'a pas précisé de délai de remise de l'étude.

La non-conformité des RIA est de nature à ralentir l'action de première intervention incendie de l'entreprise.

En l'état actuel de la non-conformité des RIA, l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 5 février 2024, dont le délai arrivait à échéance le 30/04/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précise les mesures qu'il met en œuvre pour compenser la non-conformité des RIA. Il transmet la mise à jour de l'étude de dangers et le porter-à-connaissance relatif à la modification de stratégie de lutte contre l'incendie, avec tous les éléments d'appréciation.

Au regard des constats sur le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure en dépit du report de délai acté, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet une sanction administrative (amende).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Amende

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Points d'eau incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/08/2013, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : (...) -15 poteaux-incendie (...)
Constats : Les constats effectués lors de la visite du 14/04/2025 ont permis de lever l'arrêté de mise en demeure du 28/05/2024 relative à la non-conformité des PEI au regard des rapports de vérification des installations de septembre et octobre 2024. Il avait été demandé à l'exploitant de transmettre l'ensemble de ces informations au SDIS à l'adresse suivante : deci@sdis17.fr au regard d'une erreur de référence repérée sur la désignation et/ou la localisation d'un poteau sur la plateforme Hydraclis du SDIS. Les représentants du SDIS présents expliquent que les informations disponibles dans leur base de données départementales restent à mettre à jour et que les données sur la gestion des PEI et des vannes présentes sur les réseaux sont à préciser. De plus, les représentants du SDIS expliquent que la pression maximale du réseau surpressé ne doit pas dépasser 8 bar pour ne pas endommager le réseau et les pompes des véhicules d'intervention du SDIS. Dans le cas contraire, l'exploitant est tenu de mettre à disposition des services de secours au moins 2 limiteurs de pression. Ils appellent l'attention de l'exploitant sur la nécessaire vérification de la pression maximale des tuyaux utilisés par les équipiers d'intervention internes au site. Par courriel du 22/09/2025, l'exploitant confirme que la visite opérationnelle SDIS prévue la semaine suivante a bien eu lieu le 10/09/2025. Elle a permis de confirmer que le plan du réseau n'était pas à jour. Il est précisé que la vanne de manœuvre entre les deux réseaux de PEI ne peut intervenir que du réseau "château d'eau" vers le réseau surpressé. Ainsi, le niveau important de surpression souligné par le SDIS lors de la visite ne semble pas justifié par un éventuel besoin d'alimentation du réseau "Château d'eau". L'exploitant indique en complément les débits de remplissage des réserves d'eau alimentant les PEI : - 17.4 m ³ /h pour la citerne de 750 m ³ - 48.5 m ³ /h pour la bache enterrée du château d'eau. Par courriel du 03/10/2025, il justifie que le plan des réseaux incendie et vannes de coupure a été affiché à proximité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet dès réception le rapport 2025 de vérification annuelle des PEI. Il procède à cette occasion à la mesure en simultané sur deux PEI de façon à connaître de débit simultané de chacun des deux poteaux mesurés. Il sollicite la présence du SDIS lors de cette vérification des PEI. L'objectif est de s'assurer que la défense incendie du site est suffisante et adaptée pour combattre un sinistre majeur et qu'elle est bien utilisable par les services de secours. Dans le cas contraire, l'exploitant prend toute mesure nécessaire pour disposer de moyens de défense incendie adaptés au site, après avis du SDIS. Au regard de cet avis et dans le cadre de la mise à jour des dispositions applicables au site, l'inspection pourra proposer à Monsieur le préfet de prescrire la réalisation d'un plan de défense

incendie, au regard de la mise à jour de l'étude de dangers et de la stratégie de défense incendie (cf. point de contrôle précédent), de la proximité du site avec la voie ferrée et les riverains, ainsi que de l'encombrement et des difficultés d'accès au site pour les services de secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1 et 2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de la mise en demeure
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : Article 1 - Exploitant La société ALSTOM dont le siège social est situé 3 avenue André Malraux à LEVALLOIS PERRET (92300) est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté, dans les délais fixés à l'article 2, pour ses installations industrielles de construction de matériel ferroviaire situées Avenue du Commandant Lysiack à Aytré (17440). Article 2 - Application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement L'exploitant est mis en demeure de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral complémentaire n°13-2132 du 20 août 2013 : (...) <ul style="list-style-type: none"> - article 7.3.3 : en faisant procéder à la mise en conformité des installations de protection contre la foudre du site - délai 2 mois, en transmettant l'ARF et l'ETF mises à jour, accompagnés de l'échéancier des éventuels travaux à réaliser pour lever les non-conformités. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de respecter les articles sus-mentionnés. Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Depuis la dernière visite, l'exploitant a poursuivi les travaux de mise en conformité et de vérification des installations de protection contre la foudre. Par courrier en date du 04/07/2025, il a transmis les rapports de vérification établis par APAVE, datés du 02 au 04/06/2025. À l'issue de la présente visite, l'exploitant a transmis par courriel du 22/09/2025, un rapport INEO de levée de certaines observations. Des non-conformités persistent pour les bâtiments 74 et 99 et deux rapports font état d'un avis suspendu (en raison d'une installation non accessible pour le contrôle). L'exploitant confirme que certaines observations nécessitent un délai supplémentaire jusqu'à fin 2025, au regard de contraintes techniques de coupure électrique haute-tension.

Au regard de ces éléments, l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 5 février 2024, dont le délai arrivait à échéance le 30/04/2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fait procéder à la vérification des installations qui étaient inaccessibles lors du dernier contrôle et assure la levée des éventuelles nouvelles observations. Il transmet les justificatifs de levée de l'ensemble des observations relevées dans les rapports du bureau de contrôle. Au regard des constats sur le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet une sanction administrative (amende).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Amende
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] d) D'un dispositif de détection automatique d'incendie. [...]
Constats : Les installations de traitement de surface ne disposent pas de dispositif de détection incendie. L'inspection rappelle à l'exploitant que l'article 1er de l'arrêté du 9 avril 2019 prévoit que cette prescription (point d de l'article 14) s'applique aux installations régulièrement autorisées antérieurement au 12 avril 2019 et relevant depuis lors du régime de l'enregistrement depuis le 1er juillet 2024. A l'issue de la visite, l'exploitant a informé l'inspection par courriel du 22/09/2025 du projet de déplacer des installations de traitement de surface début 2026 et d'assurer à cette occasion la mise en conformité de la détection incendie des installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant porte à la connaissance du préfet la modification des installations, avec tous les éléments d'appréciation. Il met en place un système de détection incendie pour les bâtiments accueillant des installations de traitement de surface.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2013, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques et maintenance des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/04/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires [...]).</p>
Constats : <p>L'exploitant indique avoir procédé à des travaux de remise en état des installations de désenfumage dans plusieurs bâtiments.</p> <p>Par courriel du 22/09/2025, il en a transmis les justificatifs de bon fonctionnement des équipements pour les bâtiments 94 et 102 (rapports SMAC du 27/08/2025).</p> <p>Le rapport SMAC du 19/09/2025 fait état de deux noms de bâtiments différents (85 et 105). Une clarification est attendue.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant justifie du bâtiment concerné par le rapport SMAC du 19/09/205.</p> <p>Il transmet les rapports de vérification périodique annuelle des exutoires dès réception, accompagnés, le cas échéant, des justificatifs de remise en conformité des équipements non conformes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois